

Six mois après avoir annoncé un « nouveau Madagascar », le pouvoir rattrapé par des affaires de corruption

Le Monde Afrique - Laurence Caramel - 19/07/17

Le ministre des finances, réputé intègre, a démissionné et le Bureau indépendant anti-corruption enquête sur trois ministres dont le chef du gouvernement Olivier Mahafaly.



Le fauteuil du ministre des finances et du budget ne sera pas resté longtemps vacant. Moins de vingt-quatre heures après la démission de Gervais Rakotoarimanana, la nomination de Vonintsalama Andriambololona a été annoncée par la présidence, mardi 18 juillet.

Cette inspectrice du Trésor connaît bien le ministère : elle en fut notamment le secrétaire général de 2009 à 2015 pendant la période de la « transition » quand le ministre des finances n'était autre que le chef de l'Etat actuel, Hery Rajaonarimampianina. Son soutien au directeur du Trésor de l'époque, qui avait dénoncé des transactions douteuses au profit du parti présidentiel HVM lui avait valu cependant d'être limogée.

Lire aussi : [A Madagascar, les juges ne veulent plus recevoir des ordres du pouvoir](#)

Le Fonds monétaire international (FMI) avec lequel la Grande Ile est liée par un important programme de soutien financier s'est empressé d'écarter d'éventuelles spéculations : « *Ce départ ne devrait pas affecter les relations entre nos institutions respectives* » a déclaré Patrick Imam, le représentant du FMI à Antananarivo. M. Rakotoarimanana avait su gagner la confiance des bailleurs de fonds en se montrant intransigeant sur l'application des mesures entérinées dans le cadre de la Facilité élargie de crédit conclue en juillet 2016 pour un montant de 304 millions de dollars (263,6 millions d'euros).

Accord financier avec la Chine

Les circonstances dans lesquelles intervient sa démission s'inscrivent dans un contexte marqué par de nouveaux scandales de corruption impliquant des proches du chef de l'Etat. Le ministre démissionnaire est resté flou sur les raisons de son départ, évoquant « *un manque de soutien* » pour engager des réformes et une « *divergence de point de vue* » sur la façon de travailler. Cet ancien compagnon d'études du président de la République, expert-comptable comme lui et rentré à sa demande du Canada en 2015, aurait en réalité souhaité prendre ses distances avec une gestion peu scrupuleuse des finances publiques à l'approche de la prochaine échéance électorale de 2018. Il avait publiquement dénoncé la gestion de deux entreprises publiques, la Jirama, société de production d'eau et d'électricité et la compagnie aérienne Air Madagascar. Mais ce sont les contrats signés avec la Chine lors d'un voyage présidentiel en mars, puis un accord financier conclu avec Pékin à son insu, il y a quelques jours, qui auraient scellé sa décision.

Lire aussi : [« Insurgez-vous ! », l'appel du père Pedro, prêtre des bidonvilles de Madagascar](#)

Ce trou d'air gouvernemental rapidement maîtrisé en apparence ne règle pas ce qui pourrait être beaucoup plus déflagratoire pour le chef de l'Etat : « l'affaire Claudine », du prénom de cette femme d'affaires et conseillère du président soupçonnée de détournements de fonds dans des subventions attribuées aux communes. Après de rocambolesques rebondissements, le Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) est parvenu à faire incarcérer Claudine Razaimamonjy et élargit ses investigations aux ministres ayant facilité « l'évacuation sanitaire » de la femme d'affaires à Maurice pendant une quinzaine de jours. Trois ministres sont directement visés : le ministre de la santé, celui de la justice et le premier ministre, Olivier Mahafaly, en sa qualité de ministre de l'intérieur. Ce dernier a lui-même signé les ordres de virement de subventions exceptionnelles destinées à certaines communes.

Grève des magistrats

Interpellé par le Syndicat des magistrats de Madagascar (SMM) en grève depuis le 11 juillet pour réclamer le respect de l'indépendance de la justice, Olivier Mahafaly a finalement répondu à la demande de dialogue. « *Des discussions ont commencé mardi pour huit jours, confirme la présidente du SMM, Fanirisoa Ernaivo. Nos neuf revendications vont être examinées dans le cadre d'une table ronde et nous ferons un bilan le 28 juillet. La poursuite de la procédure engagée contre Claudine Razaimamonjy est aussi sur la table.* » Début avril, le ministre de la justice était intervenu directement auprès du Bianco pour exiger la remise en liberté de la femme d'affaires, ce qui avait déclenché un mouvement de protestation des magistrats qui n'est pas retombé depuis.

Lire aussi : [Pour Madagascar, des milliards de dollars et l'espoir d'un nouveau départ](#)

Jusqu'à quand le chef de l'Etat maintiendra-t-il sa confiance à son premier ministre ? La démission du ministre des finances aurait pu être l'occasion d'un remaniement plus large. Depuis plusieurs semaines, les représentants des bailleurs se relaient pour « *conseiller de remettre de l'ordre* » dans le gouvernement. Ils ont pour eux de solides arguments. En décembre 2016, la conférence organisée à Paris, au siège de l'Unesco, avait permis de rassembler près de 6 milliards d'euros de promesses d'aide pour financer le plan national de développement de Madagascar. Qualifiée d'« *historique* » par Hery Rajaonarimampianina, elle a marqué le retour en grâce du pays auprès des bailleurs. Six mois après, certains peuvent avoir le sentiment d'avoir été bernés. Tandis que l'île s'enfonce dans la crise et l'insécurité, le « *nouveau Madagascar* » annoncé à Paris par le président ne ressemble plus qu'à un mirage.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/19/six-mois-apres-avoir-annonce-un-nouveau-madagascar-le-pouvoir-rattrape-par-des-affaires-de-corruption_5162387_3212.html#2VHf7MqTyeouHjrM.99

Source :

http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/19/six-mois-apres-avoir-annonce-un-nouveau-madagascar-le-pouvoir-rattrape-par-des-affaires-de-corruption_5162387_3212.html